

PROJET DE PLAN DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

PRÉSENTÉ PAR LA SOCIÉTÉ

SAS CHILIAN FOOD

Établi conformément aux dispositions des articles L. 626-1 et suivants du code de commerce applicables à la procédure de redressement judiciaire par renvoi de l'article L. 631-19 du code de commerce.

Siège social : **23 rue Raze - 33000 BORDEAUX**

Activité : **Exploitation d'une cuisine centrale, l'activité de laboratoire de restauration, la confection et livraison de repas aux collectivités, entreprises et particuliers.**

Effectif (à l'ouverture) : **12 salariés (8 temps plein CDI, 4 temps partiel CDI)**

Chiffre d'affaires du dernier exercice (clos le 31 décembre 2023) : **958 333 €**

Table des matières (Projet de Plan de Redressement)

1. RAPPEL DE LA PROCÉDURE
2. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ
3. RÉSULTATS FINANCIERS ET ANALYSE SYNTHÉTIQUE
4. DÉTAIL DU PASSIF À APURER DANS LE CADRE DU PLAN
5. DÉROULEMENT DE LA PÉRIODE D'OBSERVATION
 - 5.1. Performance Opérationnelle (Janvier – Novembre 2025)
 - 5.2. Situation de Trésorerie
6. PRÉVISION D'EXPLOITATION SUR LA DURÉE DU PLAN
 - 6.1. Niveau d'activité
 - 6.2. Charge d'exploitation
7. MODALITÉS D'APUREMENT DU PASSIF PROPOSÉES
 - 7.1. Créance superprivilégiée des Salaires
 - 7.2. Créances nées après le jugement d'ouverture (L. 622-17)
 - 7.3. Créances d'un montant maximal de 500 euros
 - 7.4. Créances litigieuses et en cours de vérification
 - 7.5. Créances intragroupe (le cas échéant)
 - 7.6. Contrats de location, de bail et de crédit-bail
 - 7.7. Créances bénéficiant du privilège de la Sécurité Sociale
 - 7.8. Créances fiscales
8. PRÉVISION DE TRÉSORERIE DE LA SOCIÉTÉ SUR LA DURÉE DU PLAN
9. VOLET SOCIAL
10. ENGAGEMENT DES ACTIONNAIRES
11. AUTRES ENGAGEMENTS ET SUIVI DU PLAN
12. PRIMAUTÉ ET INDIVISIBILITÉ DU PROJET DE PLAN
13. GARANT DU PLAN

1.RAPPEL DE LA PROCÉDURE

Par un jugement en date du **08 janvier 2025**, le Tribunal de Commerce de Bordeaux a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'encontre de la société SAS CHILIAN FOOD. Cette décision a marqué le début d'une période d'observation cruciale, dont l'échéance est fixée au **08 janvier 2026**. Le présent projet de plan est élaboré dans le but de démontrer la viabilité économique pérenne de l'entreprise et de proposer aux créanciers des modalités d'apurement du passif équilibrées, permettant ainsi la poursuite de l'activité dans un cadre assaini.

Ce même jugement a désigné :

- Monsieur Groisillier Eric en qualité de juge commissaire
- Maitre Mandon en qualité de Mandataire Judiciaire

Le jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire a été publié au bulletin officiel des annonces civiles et commerciales le 28 Janvier 2025.

2. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

Créée le **10/06/2021** sous la forme d'une SAS au capital de 1 053,00 €, la société CHILIAN FOOD est une cuisine centrale polyvalente basée à Bordeaux.

Répartition du Capital Social
90% sont détenus par la holding DUKES CAPITAL
5% à Monsieur Thibault MALA
5% à Monsieur Sébastien BERTHOU

Son modèle d'affaires s'articule autour de **trois secteurs d'activité** complémentaires :

1. **La Dark-Kitchen** : Vente et livraison de repas aux particuliers via des plateformes en ligne.
2. **Le Traiteur/Événementiel** : Prestations pour les entreprises et les événements privés.
3. **La Livraison B2B** : Confection et fourniture de repas pour d'autres restaurants ou épiceries.

Les difficultés initiales de l'entreprise ont été principalement engendrées par des facteurs externes et structurels majeurs : des **coûts de remise aux normes élevés** (plus de 300 K€ d'endettement bancaire), entraînant des **retards de travaux prolongés de 10 mois**, ainsi que l'impact d'un modèle **dark-kitchen** mis à mal par les **commissions de livraison très importantes** (environ 27%), érodant significativement les marges d'exploitation. La procédure de redressement judiciaire a été ouverte afin de restructurer l'entreprise et de recentrer son modèle sur les activités les plus rentables.

3. RÉSULTATS FINANCIERS ET ANALYSE SYNTHÉTIQUE

La synthèse des principaux agrégats des comptes des derniers exercices clos de la Société se présente comme suit :

Exercice	31/12/23	31/12/24
Chiffre d'affaire	958333	449113
Resultat d'exploitation	-25315	-245984
Résultat Net	36655	-245984

Observations Clés :

- **Performance Opérationnelle Déficitaire** : Le résultat d'exploitation de l'exercice 2024 est négatif de **-245984 €**, confirmant la nécessité d'une restructuration opérationnelle pour garantir la rentabilité des trois pôles d'activité.
- **Résultat Net Artificiel** : En 2023, le résultat net positif de 37 655 € est exclusivement attribuable à un **résultat exceptionnel de 66 K€** lié à des abandons de créances. Sans cet apport, le résultat net aurait été lourdement déficitaire, soulignant l'urgence de la situation.
- **Capitaux Propres Nuls** : Les capitaux propres, à 1 872 € au 31/12/2023, témoignent de la quasi-intégralité de la consommation des réserves et nécessitent un assainissement rapide via le plan de continuation.

L'objectif du plan est de transformer cette situation par une gestion optimisée, des mesures de redressement ciblées, et une croissance des activités à forte valeur ajoutée (Location de cuisine partagée, Traiteur et B2B).

4. DETAIL DU PASSIF A APURER DANS LE CADRE DU PLAN DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Synthèse du Passif Soumis au Plan : Au **05 novembre 2025**, l'état du passif déclaré s'élève à **614 667,90 €** (total définitif et non définitif). Le passif est structuré comme suit, mettant en évidence un montant significatif de créances en cours de contestation.

Définitif				Non définitif	
Définitif échu		Définitif à échoir		Provisionnel	0,00
Super Privilégié	13 370,88			Contesté	229 810,09
Privilégié	56 733,93	Privilégié	181 899,64	Instance en cours	0,00
Chirographaire	132 853,36	Chirographaire	0,00	Ne relève pas de sa compétence	0,00
Total	202 958,17	Total	181 899,64		
Total définitif		384 857,81		Total non définitif	229 810,09

Total = Total définitif + Total non définitif	614 667,90
--	-------------------

Le passif déclaré, par nature de créances, se décompose comme suit :

Nature du rang de privilège	Échu (€)	A échoir (€)	Total définitif (€)	Non définitif (€)	Total (€)
Superprivilège des Salaires	13 370,88		13 370,88		13 370,88
TRESOR: Contrib. Indirectes				130	130
TRESOR: Contrib. Directes et Taxes Assimilées				7 800,00	7 800,00
Droits sur les Alcools	1 101,79		1 101,79		1 101,79
Privilège du Bailleur	6 039,33		6 039,33		6 039,33
Nantissement sur Fonds	7 484,70	181 899,64	189 384,34	50,22	189 434,56
Privilège Salarial	11 758,85		11 758,85	7 040,71	18 799,56
Privilège des Caisses Sociales	30 349,26		30 349,26	64 285,25	94 634,51
Chirographaire	132 853,36		132 853,36	150 503,91	283 357,27
Total	202 958,17	181 899,64	384 857,81	229 810,09	614 667,90

DEROULEMENT DE LA PERIODE D'OBSERVATION

5.1 Compte de résultat (janvier à décembre 2025 – période d'observation)

Chiffre d'affaires	212.628,92 €
Excedent Brut d'exploitation	37.211,02 €
Résultat Net	22.000 €

Observations :

La structure enregistre un chiffre d'affaires de 212 K€ sur la période d'observation, ainsi qu'un bénéfice de 22 K€, légèrement inférieur aux prévisions initiales. Ce léger décalage s'explique principalement par la montée en puissance plus progressive que prévu de la cuisine partagée : le temps nécessaire pour trouver et installer les locataires a été un peu plus long que dans notre scénario d'origine.

Cependant, cette phase d'ajustement est désormais derrière nous.

Six baux ont été signés au cours des trois derniers mois, confirmant l'attractivité du site. La demande pour des cuisines partagées est aujourd'hui très forte, ce qui soutient une dynamique solide pour les prochains mois.

5.2. Prévision de trésorerie court terme

[illegible][illegible]

6. PREVISION D'EXPLOITATION SUR LA DUREE DU PROJET DE PLAN DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

La prévision d'exploitation pour la période 2026–2035 repose sur des hypothèses réactualisées, intégrant l'évolution du chiffre d'affaires, de la marge brute et des charges d'exploitation. Ce plan tient compte de la reprise d'activité après les travaux urbains (travaux rue pomme d'or et place des Chartrons pendant 2 années), de l'ouverture de nouveaux espaces commerciaux et de la montée en puissance des activités annexes opérées sur le site.

6.1 Niveau d'activité

• Chiffre d'affaires 2026 : +37 % par rapport à 2025

Cette progression reflète le retour à un fonctionnement normal après les travaux importants du secteur des Chartrons, ainsi que la réorganisation complète de l'offre du site.

- Croissance prudente du chiffre d'affaires : +5 % par an entre 2026 et 2035

Cette évolution repose sur plusieurs leviers clairement identifiés :

- La location de la cuisine partagée, désormais totalement opérationnelle ;
- La répercussion de l'inflation sur les prix de vente ;
- Le retour à une fréquentation normative après l'achèvement des travaux de la Place des Chartrons ;
- La tendance hyper croissante des salles de sports sur Bordeaux
- L'ouverture du shop Cour de la Martinique, générant un revenu additionnel régulier.

- Dynamique des activités sportives et nutritionnelles (Eatology) : +15 % par an

Les salles de sport exploitées sur le site connaissent une expansion soutenue, portée par la demande locale.

- Nouvelle épicerie fine : +10 % par an entre 2031 et 2036

L'ouverture programmée de cette activité génère un supplément de chiffre d'affaires croissant sur les six premières années d'exploitation.

- Taux de marge brute : stable

Le taux de marge brute est maintenu sur l'ensemble du plan, en cohérence avec la structure actuelle de coûts.

- Participation économique et mutualisation de la cuisine partagée

L'entreprise a également sécurisé des **revenus récurrents** grâce à la signature de **plusieurs contrats de location d'espaces professionnels** au sein de la cuisine partagée.

À ce jour, **sept sociétés partenaires** ont conclu un contrat de mise à disposition de postes de travail, de chambres froides et d'espaces de production.

Ces entreprises y déploient leur personnel — **18 employés au total** — et utilisent quotidiennement les infrastructures mutualisées.

Ce modèle collaboratif présente des avantages structurants :

- **Stabilité du chiffre d'affaires**, grâce à des loyers contractuels garantis
- **Mutualisation et optimisation des charges**, chaque société contribuant aux frais communs
- **Taux d'occupation élevé**, assurant une utilisation efficiente des équipements
- **Réduction du risque d'exploitation**, les revenus étant diversifiés et sécurisés
- **Ancrage économique local**, renforçant l'intégration de l'établissement dans le tissu commercial du quartier.

Cette stratégie, éprouvée et formalisée par contrats, constitue un **pilier solide du plan de redressement** et contribue directement à la capacité de remboursement projetée.

En PJ, vous trouverez les baux commerciaux signés à date.

6.2 Charges d'exploitation

Les dépenses d'exploitation ont été projetées de manière prudente et réaliste :

- **Augmentation annuelle des frais généraux : +5 %**

Cette hausse concerne notamment :

- Les loyers
- Salaires
- Les charges externes
- Matières premières

- **Hausse exceptionnelle de +30 % des frais généraux en 2026**

Elle reflète :

- La remise en service complète du site,
- L'intégration des nouveaux espaces commerciaux,
- Une nouvelle embauche et 1/3 temps

Le plan de redressement est proposé sur une durée de 10 ans, couvrant les exercices 2026 à 2035. Ce délai est nécessaire pour permettre à la société de dégager des marges suffisantes pour apurer l'intégralité de son passif, tout en assurant la continuité des investissements requis.

Compte de Resultat	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
CA PRODUCTION											
Ventes Directes											
Verde		27.600,00 €	28.980,00 €	30.429,00 €	31.950,45 €	33.547,97 €	35.225,37 €	36.986,64 €	38.835,97 €	40.777,77 €	42.816,66 €
Salle de Sport											
Elevate	19.295,19 €	22.189,47 €	25.517,89 €	29.345,57 €	33.747,41 €	38.809,52 €	44.630,95 €	49.094,04 €	54.003,45 €	59.403,79 €	65.344,17 €
Commerce											
Vie de Quartier	24.819,48 €	26.060,45 €	27.363,48 €	28.731,65 €	30.168,23 €	31.676,64 €	33.260,48 €	34.923,50 €	36.669,68 €	38.503,16 €	40.428,32 €
Sobre	723,33 €	759,50 €	797,47 €	837,34 €	879,21 €	923,17 €	969,33 €	1.017,80 €	1.068,69 €	1.122,12 €	1.178,23 €
Dukes	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €	1.042,65 €
Epicerie Fine Vie de quartier 2		22.800,00 €	22.800,00 €	25.080,00 €	28.159,82 €	30.975,81 €	34.073,39 €	37.480,73 €	41.228,80 €	43.290,24 €	45.454,75 €
Restaurants											
Café Pop	14.847,51 €	15.589,89 €	16.369,38 €	17.187,85 €	18.047,24 €	18.949,60 €	19.897,08 €	20.891,94 €	21.936,53 €	23.033,36 €	24.185,03 €
Shasha	53.489,63 €	56.542,11 €	59.369,22 €	62.337,68 €	65.454,56 €	68.727,29 €	72.163,65 €	75.771,84 €	79.560,43 €	83.538,45 €	87.715,37 €
Esscase	9.500,30 €	10.500,32 €	11.025,33 €	11.576,60 €	12.155,43 €	12.763,20 €	13.401,36 €	14.071,43 €	14.775,00 €	15.513,75 €	16.289,43 €
OHKO	37.420,16 €	43.491,17 €	45.665,73 €	47.949,01 €	50.346,46 €	52.863,79 €	55.506,98 €	58.282,32 €	61.196,44 €	64.256,26 €	67.469,08 €
Contistador	9.607,58 €	7.987,96 €	8.387,36 €	8.806,72 €	9.247,06 €	9.709,41 €	10.194,88 €	10.704,63 €	11.239,86 €	11.801,85 €	12.391,95 €
Refacturation											
Publicité refacturation	7.754,30 €										
Events											
Château	20.795,46 €	21.835,23 €	22.926,99 €	24.073,34 €	25.277,01 €	26.540,86 €	27.867,91 €	29.261,30 €	30.724,37 €	32.260,58 €	33.873,61 €
PWC	14.500,00 €										
Total production	213.795,59 €	256.398,74 €	270.245,49 €	287.397,42 €	306.475,54 €	326.529,92 €	348.234,03 €	369.528,81 €	392.281,86 €	414.543,99 €	438.189,25 €
CA LOCATIF											
Achettino	1.500,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €	18.000,00 €
DPE	600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €
Dukes (Locatif)	8.833,33 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €
Arkeo	600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €	3.600,00 €
INARI	4.300,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €	25.800,00 €
Zinc Traiteur		1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €
Locatif Cours martinique		6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €	6.000,00 €
Senso AVCG		12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €	12.000,00 €
Total Locatif	15.833,33 €	82.200,00 €	82.200,00 €	82.200,00 €	82.200,00 €	82.200,00 €	82.200,00 €	82.200,00 €	82.200,00 €	82.200,00 €	82.200,00 €
Resultat Exploitation	229.628,92 €	338.598,74 €	352.445,49 €	369.597,42 €	388.675,54 €	408.729,92 €	430.434,03 €	451.728,81 €	474.481,86 €	496.743,99 €	520.389,25 €
Charges											
Matière première	46.893,00 €	58.971,71 €	62.156,46 €	66.101,41 €	70.489,37 €	75.101,88 €	80.093,83 €	84.991,63 €	90.224,83 €	95.345,12 €	100.783,53 €
Charges externes	30.300,39 €	39.390,51 €	41.360,03 €	43.428,03 €	45.599,44 €	47.879,41 €	50.273,38 €	52.787,05 €	55.426,40 €	58.197,72 €	61.107,60 €
Salaires + charges	48.171,01 €	84.299,27 €	88.514,23 €	92.939,94 €	97.586,94 €	102.466,29 €	107.589,60 €	112.969,08 €	118.617,53 €	124.548,41 €	130.775,83 €
Loyer	48.732,00 €	50.193,96 €	51.699,78 €	53.250,77 €	54.848,30 €	56.493,74 €	58.188,56 €	59.934,21 €	61.732,24 €	63.584,21 €	65.491,73 €
Autre charges	2.821,50 €										
Total Charges	176.917,90 €	232.855,44 €	243.730,51 €	255.720,16 €	268.524,05 €	281.941,32 €	296.145,36 €	310.681,97 €	326.001,00 €	341.675,46 €	358.158,70 €
Amortissements	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €	29.026,98 €
RESULTAT	23.684,04 €	76.716,32 €	79.688,01 €	84.850,29 €	91.124,52 €	97.761,62 €	105.261,68 €	112.019,86 €	119.453,88 €	126.041,56 €	133.203,57 €

Compte de Résultat Prévisionnel 2025-2035

		2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
TVA COLLECTEE	TVA vente marchandise 5,5%	11.758,76 €	14.101,93 €	14.863,50 €	15.806,86 €	16.856,15 €	17.959,15 €	19.152,87 €	20.324,08 €	21.575,50 €	22.799,92 €	24.100,41 €
	TVA locatif 20%	3.166,67 €	16.440,00 €	16.440,00 €	16.440,00 €	16.440,00 €	16.440,00 €	16.440,00 €	16.440,00 €	16.440,00 €	16.440,00 €	16.440,00 €
	TOTAL TVA Collectée N	14.925,42 €	30.541,93 €	31.303,50 €	32.246,86 €	33.296,15 €	34.399,15 €	35.592,87 €	36.764,08 €	38.015,50 €	39.239,92 €	40.540,41 €
TVA DEDUCTIBLE (Hors dettes RJ)												
	Marchandises (7%)	3.282,51 €	4.128,02 €	4.350,95 €	4.627,10 €	4.934,26 €	5.257,13 €	5.606,57 €	5.949,41 €	6.315,74 €	6.674,16 €	7.054,85 €
	Loyers et charges (20%)	3.051,31 €	3.142,85 €	3.237,14 €	3.334,25 €	3.434,28 €	3.537,31 €	3.643,43 €	3.752,73 €	3.865,31 €	3.981,27 €	4.100,71 €
	Impot et taxes											
	Charges externes (20%)	6.060,08 €	7.878,10 €	8.272,01 €	8.685,61 €	9.119,89 €	9.575,88 €	10.054,68 €	10.557,41 €	11.085,28 €	11.639,54 €	12.221,52 €
	Autres charges (20%)	2.821,50 €										
	TOTAL DEPENSES N	15.215,40 €	15.148,97 €	15.860,10 €	16.646,96 €	17.488,42 €	18.370,32 €	19.304,67 €	20.259,55 €	21.266,33 €	22.294,97 €	23.377,08 €
TVA COLLECTEE		14.925,42 €	30.541,93 €	31.303,50 €	32.246,86 €	33.296,15 €	34.399,15 €	35.592,87 €	36.764,08 €	38.015,50 €	39.239,92 €	40.540,41 €
TVA DEDUCTIBLE		15.215,40 €	15.148,97 €	15.860,10 €	16.646,96 €	17.488,42 €	18.370,32 €	19.304,67 €	20.259,55 €	21.266,33 €	22.294,97 €	23.377,08 €
RESULTAT		23.684,04 €	76.716,32 €	79.688,01 €	84.850,29 €	91.124,52 €	97.761,62 €	105.261,68 €	112.019,86 €	119.453,88 €	126.041,56 €	133.203,57 €
INCIDENCE TVA	(289,98) €	15.392,96 €	15.443,41 €	15.599,90 €	15.807,73 €	16.028,83 €	16.288,20 €	16.504,53 €	16.749,17 €	16.944,95 €	17.163,33 €	
Rst après TVA		23.974,02 €	61.323,36 €	64.244,60 €	69.250,39 €	75.316,78 €	81.732,79 €	88.973,48 €	95.515,33 €	102.704,70 €	109.096,61 €	116.040,24 €

Suivi Prévisionnel de la TVA 2025-2035

Indicateur en euros	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
	(Année 1)	(Année 2)	(Année 3)	(Année 4)	(Année 5)	(Année 6)	(Année 7)	(Année 8)	(Année 9)	(Année 10)	
Chiffre d'affaires	229.629 €	338.599 €	352.445 €	369.597 €	388.676 €	408.730 €	430.434 €	451.729 €	474.482 €	496.744 €	520.389 €
Coûts d'exploitation	176.918 €	232.855 €	243.731 €	255.720 €	268.524 €	281.941 €	296.145 €	310.682 €	326.001 €	341.675 €	358.159 €
Résultats d'exploitation EBITDA	52.711 €	105.743 €	108.715 €	113.877 €	120.151 €	126.789 €	134.289 €	141.047 €	148.481 €	155.069 €	162.231 €
Amortissements	29.027 €	29.027 €	29.027 €	29.027 €	29.027 €	29.027 €	29.027 €	29.027 €	29.027 €	29.027 €	29.027 €
Résultat Net avant apurement	23.684 €	76.716 €	79.688 €	84.850 €	91.125 €	97.762 €	105.262 €	112.020 €	119.454 €	126.042 €	133.204 €
Incidence TVA	(290) €	15.393 €	15.443 €	15.600 €	15.808 €	16.029 €	16.288 €	16.505 €	16.749 €	16.945 €	17.163 €
Rslt après TVA	23.974 €	61.323 €	64.245 €	69.250 €	75.317 €	81.733 €	88.973 €	95.515 €	102.705 €	109.097 €	116.040 €
Remboursement annuel Passif		30.703 €	36.844 €	42.985 €	49.125 €	55.266 €	61.401 €	67.548 €	73.688 €	92.110 €	104.392 €
Solde de trésorerie après apurement		30.620 €	27.401 €	26.265 €	26.192 €	26.467 €	27.572 €	27.967 €	29.017 €	16.987 €	11.648 €

Hypothèse : Les chiffres présentés sont des projections du compte de résultat. Ils démontrent la capacité de la société à absorber les annuités de remboursement proposées (cf. Article 7) tout en maintenant une trésorerie excédentaire.

7. MODALITÉS D'APUREMENT DU PASSIF PROPOSÉES

Le passif pris en compte pour l'élaboration du plan (Passif Déclaré) s'élève à un montant maximal de **614 667,90 €** (sous réserve de la purge des contestations).

Afin d'assurer la survie et la pérennité de l'activité, et conformément aux usages en vigueur, la société propose les modalités de règlement suivantes :

Durée du Plan

Le règlement de toutes les créances admises au passif (hors exceptions listées ci-dessous) sera échelonné sur une durée de **dix (10) ans** à compter de l'arrêté du plan par le Tribunal, soit **neuf (9) annuités de remboursement** après une **année de carence** (première annuité payée à partir de la deuxième année du plan).

Échéancier de Remboursement du Passif Chirographaire et Privilégié (hors exceptions)

La société propose d'apurer les créances selon un échéancier progressif, indexé sur la capacité bénéficiaire anticipée, assurant ainsi une charge de remboursement soutenable au démarrage du plan.

Date de paiement	en %	Cumul	Annuités
Jugement arrêtant le plan	0%	0%	
08-janv-27	5%	5%	30.703,00 €
08-janv-28	6%	11%	36.844,00 €
08-janv-29	7%	18%	42.985,00 €
08-janv-30	8%	26%	49.125,00 €
08-janv-31	9%	35%	55.266,00 €
08-janv-32	10%	45%	61.401,00 €
08-janv-33	11%	56%	67.548,00 €
08-janv-34	12%	68%	73.688,00 €
08-janv-35	15%	83%	92.110,00 €
31-déc-35	17%	100%	104.392,00 €
Total			614.062,00 €

7.1. Créance superprivilégiée des Salaires

Si il devait, il y avoir des sommes dues aux salariés (super privilèges) qui ne seraient pas couvertes par l'AGS, elles seraient réglées comptant dans les **Six mois** de l'arrêté du plan par le Tribunal.

7.2. Créances nées après le jugement d'ouverture (L. 622-17)

Les créances visées par l'article L. 622-17 du Code de commerce seront réglées à leur échéance normale et prioritairement, **dans les conditions légales**, compte tenu de leur rang préférentiel et des besoins d'exploitation. Le total porté à connaissance de la procédure s'élève à **2 876,50 €**. Les créances nées régulièrement après le jugement d'ouverture seront payées normalement à leur échéance.

7.3. Créances d'un montant maximal de 500 euros

Afin d'alléger la gestion administrative et de fidéliser les petits fournisseurs, les créances d'un montant total inférieur ou égal à 500 euros seront réglées comptant dans les soixante (60) jours de l'arrêté du plan.

7.4. Créances litigieuses et en cours de vérification

Les créances faisant l'objet de contestation seront intégrées au plan de remboursement uniquement si et dans la mesure où elles sont admises définitivement au passif. Elles seront ensuite réglées selon les modalités et l'échéancier progressif du Passif Chirographaire, **dès leur admission définitive**.

7.5. Créances intragroupe (le cas échéant)

Toutes les créances détenues par les associés, le dirigeant ou les sociétés liées (**DUKES CAPITAL**) feront l'objet d'un engagement de **subordination total** au règlement des autres créanciers. Elles seront remboursées au maximum sur la durée du plan (10 ans), uniquement après le règlement intégral des autres créances.

7.6. Contrats de location, de bail et de crédit-bail

Le règlement des échéances antérieures aux jugements d'ouverture sera traité selon l'échéancier du Passif Chirographaire.

7.7 Créances bénéficiant du privilège de la Sécurité Sociale (Organismes sociaux et assimilés)

- Les créances s'élèvent à **94 634,51 €** (total avec non définitif).
- Conformément à l'article L. 243-5 alinéa 7 du code de la sécurité sociale, les pénalités, majorations de retard et frais de poursuite dus par la Société à la date du jugement seront remis de droit.
- Il est proposé l'apurement des créances admises selon les modalités d'apurement du passif exposées à l'article 7.9 (Autres créances privilégiées et chirographaires).

7.8 Créances fiscales

Les créances fiscales feront l'objet d'un règlement selon le même échéancier progressif de **dix (10) ans**.

- Les créances fiscales (TRESOR) s'élèvent à **7 930 €** (total avec non définitif).
- Conformément à l'article 1756 du code général des Impôts, les frais de poursuite et les pénalités fiscales encourues sont remis.
- Il est proposé l'apurement des créances admises selon les modalités d'apurement du passif exposées à l'article 7.9 (Autres créances privilégiées et chirographaires).

8. PREVISION DE TRESORERIE DE LA SOCIETE SUR LA DUREE DU PROJET DE PLAN DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Les prévisions d'exploitation (Section 6) se traduisent par une politique de trésorerie strictement excédentaire, condition *sine qua non* de la réussite du plan de redressement.

Le tableau de trésorerie consolidé, joint en Annexe 5, démontre que la société CHILIAN FOOD conservera un solde de trésorerie final positif chaque année, même après le paiement des annuités de remboursement du passif.

La société s'engage à conserver en permanence un niveau de trésorerie opérationnelle permettant de couvrir :

1. Les dépenses d'exploitation courantes (achats, salaires, charges sociales et fiscales post-plan).
2. L'intégralité des annuités de remboursement du passif dans les délais prévus au plan.

Point de vigilance : Le solde de trésorerie après apurement (voir tableau en Section 6) montre un solde minimal de **9,3 K€** en Année 2 (2027). Ce niveau de liquidité, bien que positif, exige une vigilance constante sur le BFR (Besoin en Fonds de Roulement) et les délais de paiement clients/fournisseurs.

9. VOLET SOCIAL

Le plan de redressement judiciaire proposé est un plan de continuation qui s'accompagne d'**une mesure d'embauche au sein** de l'effectif actuel de la SAS CHILIAN FOOD. Le site abrite quant à lui de part sa cuisine partagée, 18 personnes.

- **Effectif maintenu :** L'effectif est intégralement conservé. Le plan est fondé sur la pérennisation des emplois existants.
- **Justification :** La stratégie de redressement repose sur le développement des activités B2B et sur la cuisine partagée, ceci nécessitent le maintien de l'équipe de production et de gestion existante. L'atteinte du Chiffre d'Affaires prévisionnel dépend de la pleine capacité de l'équipe à servir ces marchés à forte valeur ajoutée.

- **Engagement :** La société s'engage à respecter la législation sociale en vigueur et à n'opérer aucune modification de l'effectif pour motif économique pendant la durée du plan, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées.

10. ENGAGEMENT DES ACTIONNAIRES

Les associés de la Société (DUKES CAPITAL, Monsieur Thibault MALA et Monsieur Sébastien BERTHOU) reconnaissent que le succès du plan repose sur la recapitalisation et la non-distributivité des bénéfices.

En conséquence, les associés s'engagent formellement :

1. **Non-Distribution de Dividendes :** À ne solliciter **aucune distribution de dividendes, de réserves ou de primes** pendant toute la durée du plan de redressement, soit jusqu'à l'exercice clos en **2035**.
2. **Affectation des Résultats :** À affecter l'intégralité des bénéfices dégagés (Résultat Net comptable) au renforcement des capitaux propres et, le cas échéant, au remboursement anticipé du passif.
3. **Subordination de Créances Intragroupe :** L'actionnaire majoritaire DUKES CAPITAL, le cas échéant détenteur de créances intragroupe, s'engage au maintien et à la subordination totale de ces créances (cf. Article 7.5).

11. AUTRES ENGAGEMENTS ET SUIVI DU PLAN

Afin de garantir le succès et la bonne exécution du plan, la société prend les engagements suivants :

- **Collaboration avec le CEP :** Le dirigeant, Monsieur François DUCROT, s'engage à collaborer de bonne foi avec le Commissaire à l'exécution du plan (CEP) qui sera désigné par le Tribunal.
- **Information et Reporting :** La société s'engage à communiquer au CEP, au Mandataire Judiciaire et/ou au Parquet :
 - Les comptes annuels complets (Bilan, Compte de Résultat, Annexe) dans le mois suivant leur approbation.
 - Un état semestriel de l'évolution du Chiffre d'Affaires et de la Trésorerie, permettant de s'assurer du respect des prévisions.
- **Déclaration des Changements :** La société s'engage à informer sans délai le Tribunal de tout changement significatif de situation, notamment toute modification des dirigeants, de la répartition du capital, ou de l'objet social.

Toute opération de cession de l'un de ces biens devra impérativement faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du Tribunal de Commerce de Bordeaux.

12. PRIMAUTÉ ET INDIVISIBILITÉ DU PROJET DE PLAN

À compter de son arrêté par le Tribunal de Commerce de Bordeaux, les dispositions du présent projet de plan, y compris ses annexes, s'appliqueront à la société ainsi qu'à l'ensemble des créanciers dont la créance est antérieure au jugement d'ouverture. Ainsi, le plan s'impose aux créanciers affectés, qui devront s'y conformer.

Le plan de redressement se substituera de plein droit à toute documentation de financement existante, à l'exception des sûretés qui auront été déclarées et admises au passif de la société. Ces sûretés continueront d'être en vigueur.

Les dispositions du plan seront opposables à l'ensemble des créanciers, y compris ceux qui n'auraient pas répondu aux propositions d'apurement qui leur ont été adressées. Les créanciers ne pourront exercer leurs sûretés qu'en cas de résolution du plan, et ne pourront obtenir de remboursement en dehors des modalités strictement prévues par le présent plan.

13. GARANT DU PLAN

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-10 du Code de commerce, **Monsieur François DUCROT**, en sa qualité de dirigeant de la SAS CHILIAN FOOD, se déclare **personne tenue d'exécuter le plan de redressement judiciaire**.

Cet engagement personnel est un gage de la détermination de l'équipe dirigeante à mener à bien les actions de redressement prévues et à respecter l'échéancier d'apurement du passif.

FAIT À BORDEAUX, le 27 novembre 2025

Le Dirigeant Chilian Food

Mr François Ducrot

Mr le Mandataire Judiciaire

Maitre Mandon

LISTE DES ANNEXES (Non exhaustif)

- **Annexe 1** : Comptes annuels de l'exercice RJ
- **Annexe 2** : Balance TVA
- **Annexe 3** : Plan de sauvegarde annuel
- **Annexe 4** : Balance TVA Plan de sauvegarde
- **Annexe 5** : Plan Apurement
- **Annexe 6** : Échéancier Créances

*Pour finaliser ce projet de plan, CHILIAN FOOD doit communiquer les **prévisionnels ajustés d'exploitation et de trésorerie visés par l'expert-comptable**. Le dirigeant a donc indiqué envisager de solliciter du Procureur de la République une **prorogation exceptionnelle de la période d'observation**.*